

Gitanas Nauseda et Ingrida Simonyte s'affronteront au deuxième tour de la présidentielle en Lituanie

Il s'en est fallu de peu que le chef de l'Etat sortant Gitanas Nauseda soit réélu dès le 1er tour de l'élection présidentielle le 12 mai en Lituanie. Il a recueilli 44,1% des suffrages, et est donc arrivé loin devant sa principale rivale la Première ministre Ingrida Simonyte (Union de la patrie-Chrétiens-démocrates, TS-LKD), qui a obtenu 19,8% des voix.

Les deux personnalités qui dirigent la Lituanie se retrouveront donc lors du 2e tour de le 26 mai pour lequel le président de la République sortant part grand favori.

Les deux candidats étaient déjà arrivés en tête du 1er tour de la précédente élection présidentielle et ils s'étaient affrontés lors du second tour le 26 mai 2019.

Comme l'avaient anticipé les enquêtes d'opinion, Ignas Vegele, connu pour son opposition à la politique mise en

place par le gouvernement lors la pandémie de Covid-19, a pris la 3e place avec 12,55% des suffrages. Il a déclaré avoir sans doute perdu un tiers des voix qu'il aurait pu rassembler sur son nom en raison de la présence d'autres candidats partageant sa volonté de changer le système politique, évoquant notamment Remigijus Zemaitytis (Aube de Nenumas, NA), qui a pris la 4e place avec 9,25%.

La participation a été élevée : 58,80% des Litvaniens se sont rendus aux urnes, soit +1,43 point par rapport au 1er tour de la précédente élection présidentielle il y a cinq ans. Il s'agit du taux le plus important depuis le scrutin présidentiel des 21 décembre 1997 et 4 janvier 1998.

Résultats du premier tour de l'élection présidentielle du 12 mai 2024 en Lituanie

Participation : 58,80%

Candidats	Nombre de voix obtenues	Pourcentage des suffrages exprimés
Gitanas Nauseda (indépendant)	395 708	44,1
Ingrida Simonyte (Union de la patrie-Chrétiens-démocrates, TS-LKD)	138446	19,86
Ignas Vegele	106 350	12,37
Remigijus Zemaitytis (Aube de Nenumas, NA)	90 428	9,25
Eduardas Vaitkus (indépendant)	65 929	7,78
Dainius Zalimas (Parti de la liberté, LP)	26 532	3,13
Andrius Mazuronis (Parti du travail, DP)	12 973	1,53
Giedrimas Jeglinskas (Pour la Lituanie, DSVL)	11 143	1,31

source : <https://rezultatai.vrk.lt/?srcUrl=/rinkimai/1504/1/2070/rezultatai/lt/rezultataiPreRezultatai.html>

Elu il y a cinq ans sur le thème de la prospérité, Gitanas Nausėda a indiqué vouloir continuer à réduire les inégalités dans le pays. « *Mon objectif principal était d'atteindre le deuxième tour et je pense que c'est le cas* » a déclaré Ingrida Simonyte à l'annonce des résultats.

« *Nous sommes tous deux des fonctionnaires en exercice - je suis le président de la République, elle est la Première ministre. Les électeurs peuvent évaluer mes cinq années de travail et ses quatre années de travail et tirer leurs propres conclusions* » a déclaré le chef de l'Etat sortant. « *Gitanas Nausėda est considéré comme le choix le plus sûr pour les électeurs de presque toutes les convictions idéologiques* » a déclaré Tomas Janeliūnas, professeur de relations internationales à l'université de Vilnius.

Gitanas Nausėda représente la continuité et donc la stabilité et la sécurité, deux points essentiels aux yeux des Litoniens dans un contexte de guerre en Ukraine. Nous rappellerons que la Lituanie possède une frontière d'un peu plus de 200 kilomètres avec l'exclave russe de Kaliningrad.

« *Le cœur de la mission du président de la République est de défendre les intérêts géopolitiques et sécuritaires de la Lituanie. Les positions de Gitanas Nausėda sont proches de celles de la majorité des Litoniens. Et d'ailleurs, il n'existe pas de grandes différences entre les positions des principaux candidats sur l'Union européenne, la Russie, l'OTAN* » a indiqué Linas Kojala, directeur du Centre d'études d'Europe de l'Est. « *La compréhension de la menace russe par la Lituanie est unanime et incontestable, et les principaux candidats s'accordent sur ce point* » a encore précisé Linas Kojala.

Gitanas Nausėda et Ingrida Simonyte s'accordent en effet sur la menace que fait peser la Russie de Vladimir Poutine sur la Lituanie. Le pays se voit comme la prochaine cible de l'armée russe au cas où Moscou sortirait vainqueur de la guerre en Ukraine.

Gitanas Nausėda a promis de continuer à faire pression sur les alliés occidentaux de la Lituanie pour que ceux-ci renforcent leur soutien militaire à l'Ukraine. « *Le président ukrainien Volodymyr Zelensky a déjà tout dit. Les Ukrainiens n'ont pas besoin de nos déclarations de bonne volonté, qui sont inutiles au combat ; ils ont besoin de défenses aériennes. Tant qu'ils ne les auront*

pas, l'Ukraine restera vulnérable » a déclaré le président blique sortant.

La Lituanie est l'un des pays qui aident le plus l'Ukraine. Les dépenses de défense représentent 2,75% du PIB de Vilnius. Le gouvernement d'Ingrida Simonyte veut les augmenter jusqu'à 3% du PIB. La Lituanie va également accueillir une brigade allemande d'environ 5 000 soldats sur son territoire d'ici à 2027. Les trois principaux candidats à l'élection présidentielle soutenaient ces projets.

La Lituanie a en outre été le premier État européen à se passer complètement du pétrole et du gaz russe. Vilnius importe de l'électricité de Suède, de Pologne et de Finlande et il investit massivement dans les énergies renouvelables.

On notera cependant que Eduardas Vaitkus, candidat qui demande la levée des sanctions prises contre la Russie, la fin du soutien militaire à l'Ukraine et la normalisation des relations de Vilnius avec Moscou et Minsk, a recueilli 7,33% des suffrages. Le candidat, qui se présentait en indépendant, affirme que la politique de Vilnius à l'égard de la Russie et de l'Ukraine, conduit la Lituanie à la guerre.

Les questions de politique étrangère et de défense ne pouvaient départager les candidats, ce sont donc les personnalités et les positions socioéconomiques qui ont orienté les votes des Litoniens. « *Ingrida Simonyte est soutenue par les électeurs de l'Union de la patrie-Chrétiens-démocrates et les libéraux, tandis que Gitanas Nausėda est un candidat de gauche en termes de politique économique et sociale.* » a déclaré Ramunas Vilpisauskas, professeur de science politique à l'université de Vilnius.

Enfin, le 12 mai, la deuxième tentative d'amender l'article 12 de la Constitution pour légaliser la double nationalité a échoué. 1 396 828 électeurs, soit près de 59% de l'électorat, ont participé au référendum sur ce sujet. Parmi eux, 1 014 304, soit 73,90%, ont voté en faveur du changement autorisant la double nationalité. Cependant, il était indispensable qu'au moins la moitié de tous les électeurs éligibles se prononcent en faveur de cet amendement, soit 1 192 617 personnes. Il s'agit du deuxième échec après celui du référendum du 12 mai 2019 où la participation avait été trop faible pour valider le vote (38,46%).

La question posée aux Litvaniens portait sur une nouvelle formulation de l'article 12 du chapitre I de la Constitution qui fixe l'acquisition de la nationalité lituanienne[1]. L'article proposé était rédigé ainsi : « *La citoyenneté de la République de Lituanie s'acquiert par la naissance ou sur d'autres bases établies par la loi. La procédure d'acquisition et de perte de la citoyenneté est établie par la loi* ». De nombreux analystes politiques ont critiqué la formulation, la jugeant peu claire.

Environ un million de personnes ont émigré de Lituanie depuis le retour du pays à l'indépendance le 11 mars 1990. Elles ont obtenu par naturalisation la nationalité d'un autre Etat et elles ont donc dû abandonner leur nationalité lituanienne qu'elles ne peuvent par conséquent pas transmettre à leurs enfants. 1 200 Litvaniens perdent leur nationalité chaque année au moment où ils obtiennent celle d'un autre pays.

[1] L'actuel article 12 précise « qu'exceptés les cas particuliers prévus par la loi, nul ne peut être à la fois citoyen de la République de Lituanie et citoyen d'un autre État ».

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site:

www.robert-schuman.eu

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la seule responsabilité de l'auteur.

© Tous droits réservés, Fondation Robert Schuman, 2024

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.